

DEPARTEMENT  
DES BOUCHES DU RHÔNE

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE-EGALITE-FRATERNITE

ARRETE  
REGLEMENTANT  
LE STATIONNEMENT

MAIRIE DE CABANNES

RESERVATION PLACES  
DE PARKING CENTRE  
SOCIO- CULTUREL

EXTRAIT  
Du Registre des Arrêtés du Maire

Le Maire de CABANNES (Bouches-du-Rhône),

2022/184

Feuillet 1/2

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la santé publique,

Vu le Code de la Route, et notamment l'article R 217 relatif à la circulation des piétons,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu la demande émanant de Monsieur Guillaume Adrien du département 13, tendant à obtenir l'autorisation de réserver le petit parking sud longeant le bâtiment du centre socio-culturel le 05 octobre 2022 de 08h30 à 13h30, en vue du forum de l'emploi.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures nécessaires dans le but de garantir la sécurité du public,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le petit parking sud longeant le bâtiment du centre socio-culturel sera réservé le 05 octobre 2022 de 08h30 à 13h30, en vue du forum de l'emploi. Pour permettre le bon déroulement de cette réservation, des barrières de villes seront disposées sur le périmètre du parking afin de bien délimiter cet emplacement.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera affiché en Mairie et sur le lieu de stationnement.

**ARTICLE 3 :** La mise en place, la pose et l'enlèvement des barrières seront exécutés par les services techniques de la mairie de Cabannes.

**ARTICLE 4:** Madame le directeur général des services est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des services techniques.
- Les agents de la police municipale.
- Monsieur Guillaume Adrien.
- Le service CCAS.

Fait à CABANNES, le 11 juillet 2022

Le Maire

Gilles MOURGUES



**LE MAIRE,**

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *En vertu des articles L.431-1 et L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R.421-1 du code de la justice administrative, je vous Informe que cette décision administrative peut faire l'objet :*
- *D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;*
- *D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.*